

SES MÉDECINS L'ONT RÉVÉLÉ HIER

Bouteflika : plus grave qu'on ne le disait

Le Président Bouteflika séjourne toujours à l'hôpital des Invalides à Paris où il observe une période de soins et de réadaptation fonctionnelle. C'est ce qu'a attesté un nouveau bilan médical, établi par ses deux médecins accompagnateurs, et diffusé hier par la présidence de la République.

**Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir)**  
- Moins de 24 heures après la déclaration rassurante du ministre des Affaires étrangères, Mourad Medelci, qui a affirmé que le Président transmettait ses directives au quotidien, la présidence de la République consent à lever le voile sur un sujet au centre des préoccupations politiques et médiatiques, depuis 45 jours. La présidence de la République, qui a répercuté ce mardi après-midi un bulletin de santé établi par les professeurs Mohcène Sahraoui et Metref Merzak, les deux médecins qui l'ont accompagné en France, a officialisé la poursuite du séjour hospitalier de Bouteflika en France et qu'il subit toujours des soins et est soumis à une réadaptation fonctionnelle. «Le président de la

République, M. Abdelaziz Bouteflika, observe, en France, une période de soins et de réadaptation fonctionnelle pour «consolider l'évolution favorable» de son «état de santé», a transcrit le bulletin de santé, répercuté par la présidence de la République qui, elle, a ajouté dans son communiqué qu'«en date du 27 avril 2013, le président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, a présenté un AVC (accident vasculaire cérébral). Les premières investigations faites, dès son admission à l'hôpital militaire D' Mohamed-Seghir-Nekkache (Aïn Naâdja, Alger), ont révélé la nature ischémique de l'accident sans retentissement sur les fonctions vitales». Le communiqué de la présidence de la République a poursuivi qu'«à la



Photo : Samir Sid

faveur de ces explorations, une thérapie adéquate a été instaurée avant son transfert à l'hôpital d'ins-truction des armées du Val-de-Grâce (Paris) pour un complément d'exploration, à l'issue desquelles ses médecins lui ont recommandé d'observer, à l'institution nationale des Invalides, une période de soins et de réadaptation fonctionnelle en vue de consolider l'évolution favorable de son état de santé».

Il est donné de noter que c'est pour la première fois, après 45 jours d'hospitalisation, qu'un bulletin de santé officiel évoque non pas un AIT, dont la victime se rétablit normalement quasi-instantanément, mais un AVC qui, souvent, est accompagné de séquelles. Une vérité dite sur le tard et sous la pression des médias et des milieux politiques. Si le bulletin de santé établi ce mardi fait référence à une rééducation fonctionnel-

le, c'est que l'AVC dont a été victime le Président Bouteflika a eu pour conséquence d'affecter ses fonctions motrices. C'est ce qui explique d'ailleurs son maintien en milieu hospitalier et sous soins en France durant une aussi longue période. Le silence officiel autour de la santé de Bouteflika devenant intenable, étant donné les supputations les plus diverses qui entourent le sujet, les services de la présidence de la République se sont contraints de faire l'annonce qui, à la fois, explique la longue absence du Président et préparerait à bien des éventualités politiques.

Il explique la longue absence, plus longue que l'hospitalisation de 2005, car à se fier au premier diagnostic du P<sup>r</sup> Bougharbal, le 27 avril, jour du malaise du président, Bouteflika était victime d'un AIT sans séquelles et que son évacuation en

France était juste pour des examens complémentaires et que, par ailleurs, son séjour en France était une affaire de quelques jours seulement. Aussi la longévité de son hospitalisation devenait légitimement suspecte. Une suspicion renforcée par la réaction des médecins spécialistes à la déclaration du même P<sup>r</sup> Bougharbal qui, quelques jours après l'admission de Bouteflika au Val-de-Grâce, a évoqué une embolisation. Ces médecins ont fait savoir que cette dernière n'est pas du tout indiqué dans le cas d'un AIT. Les déclarations, par la suite, du Premier ministre, quant au rétablissement du Président, ont manqué de convaincre, d'autant que les informations publiées par les médias français, qui s'alimentent à la bonne source, au Quai d'Orsay, étaient plutôt alarmantes. Lundi, à l'ouverture du séminaire sur la communication institutionnelle, Abdelmalek Sellal s'est dit agacé par la focalisation qui était faite autour de la santé de Bouteflika et a regretté que l'information officielle soit démentie.

Il se trouve que l'opinion a raison de ne pas trop y croire, maintenant qu'on l'informe que le Président subit une rééducation fonctionnelle. La même opinion devrait déjà s'interroger sur ce que cette annonce augure. Possible que les autorités s'apprêtent à rapatrier Bouteflika au pays pour suivre sa rééducation fonctionnelle. Peut-être également que cette annonce prélude d'une prise de décision politique majeure, à savoir la déclaration de l'empêchement, conformément à l'article 88 de la Constitution. D'autant que le bulletin de santé établi mardi ne mentionne pas la durée de convalescence de Bouteflika. **S. A. I.**

DERNIÈRE MINUTE :

Sellal et Gaïd Salah à Paris

Le Premier ministre Abdelmalek Sellal et le chef d'état-major de l'ANP, le général de corps d'armée Gaïd Salah, se sont rendus, conjointement, à Paris dans la journée d'hier mardi, avons-nous appris de source sûre. Les deux responsables ont atterri à l'aéroport du Bourget dans la discrétion la plus totale. Cette visite, pas du tout prévue, de ces deux hauts responsables a pour objet, nous confie-t-on de même source, de se rendre au chevet de Abdelaziz Bouteflika, aux Invalides où il se trouve depuis qu'il avait quitté l'hôpital militaire du Val-de-Grâce. Sans la moindre image de lui depuis qu'il avait quitté le territoire national, le 27 avril dernier, Bouteflika et son état réel de santé est, depuis quelques jours, l'objet des plus folles spéculations. Alors, verra-t-on cette fois-ci, Bouteflika auprès de Sellal et de Gaïd Salah, en images ? En tout cas, une équipe de l'ENTV a été également dépêchée dans la capitale française.

K. A.

LE COLONEL AHMED BENCHERIF :

«La Constitution prévoit les procédures de vacance du pouvoir»

Le colonel Ahmed Bencherif, ex-membre du Conseil de la Révolution et ancien patron de la Gendarmerie nationale, a décidé de prendre la parole sur des questions qui lui paraissent prioritaires. Souhaitant s'exprimer sur l'intégrisme, la Turquie, la guerre en Syrie ainsi que sur l'absence de Bouteflika et les prochaines présidentielles, il nous a transmis un entretien consignait les questions et les réponses qu'il estime devoir retenir l'attention des citoyens. A sa demande, nous le publions dans son intégralité.

Lors de sa récente visite officielle en Algérie, le Premier ministre turc, Tayeep Erdogan, a supprimé le visa pour les Algériens désireux de se rendre en Turquie. Que pensez-vous de ce geste d'ouverture ?

La Turquie recherche apparemment deux objectifs. Le premier est économique en ce sens que le marché maghrébin est important et reste à conquérir, et le deuxième pourrait être perçu comme stratégique ouvrant une brèche aux jeunes Algériens pour rejoindre la rébellion syrienne en passant par le territoire turc. Dans cette affaire, la Turquie est certainement manipulée par l'Occident qui cherche par tous les moyens à faire main basse sur le Moyen-Orient et ses richesses. J'appelle mes concitoyens à prendre garde pour ne pas être tentés par le chant des sirènes et s'engager dans de telles aventures qui les conduiront à la trahison et au déshonneur.

Manipulée comment ?

Il y a toute une stratégie pour déstabiliser les pays du Moyen-Orient et les récupérer par la suite. La Turquie est l'alliée des Etats-Unis, et la politique des Etats-Unis dans la région est une véritable valse, un pas en avant et deux pas en arrière. La meilleure preuve est celle du retournement du Président Obama qui vient devant

l'Onu de balayer d'un revers de la main sa promesse de créer un Etat palestinien, promesse faite avec citation du Coran lors de son discours du Caire juste après sa première investiture. Cela paraît étonnant de la part d'un Président que l'on croyait juste et apaisant et qui en fait n'est qu'une marionnette aux mains d'Israël et du lobby sioniste international.

Le Moyen-Orient étant un enjeu à l'heure actuelle, que recherchent la Russie et la Chine dans leur action de soutien à la Syrie ?

Le soutien de ces deux grandes nations est une réaction attendue et naturelle car on sait que ces pays œuvrent pour la stabilité dans le monde. Ils ont toujours été les amis des Arabes et ont toujours prôné le respect et la dignité de ces derniers en les aidant à recouvrer leur indépendance et se libérer du joug colonial. Ils ont été un soutien précieux à la Révolution algérienne aux moments de la lutte armée.

Comme à l'Égypte aussi à l'époque de Nasser ?

C'était une même époque. En 1956, Israël, la France et l'Angleterre avaient agressé l'Égypte soi-disant pour s'opposer à la nationalisation du canal de Suez, mais en fait, le coup de main servait à empêcher l'Égypte d'aider la Révolution algérienne. C'est là où s'est manifestée la solidarité de la Russie qui avait lancé un ultimatum à l'Occident pour arrêter l'agression. C'était une crise qui avait mis la planète au seuil de la 3<sup>e</sup> guerre mondiale.

La Russie semble moins prenante aujourd'hui avec l'Égypte.

Il est malheureusement à constater que l'Égypte d'aujourd'hui a changé de cap en se soumettant à la dictature des Frères musulmans, un parti qui se réclame de Dieu mais qui, en fait, est un instrument de l'Occident. Je lance un appel au peuple égyptien et à son armée pour un sursaut national afin de rendre à l'Égypte sa dignité.

Les bouleversements actuels en Egypte sont-ils conséquents aux événements de Tunisie et de Libye ? Est-ce aussi le Printemps arabe ?

Le Printemps arabe n'est ni plus ni moins qu'une machination ourdie de longue date par la famille Bush et le lobby sioniste. Tous les moyens ont été utilisés y compris la création des mouvements terroristes et djihadistes.

L'Algérie a beaucoup souffert du terrorisme.

Terriblement souffert mais elle a réussi à endiguer ce fléau. Les nouveaux régimes limitrophes issus du Printemps arabe ne se définissent pas clairement par rapport à ce phénomène.

L'Algérie ayant trop subi de souffrances n'acceptera en aucune manière un régime intégriste ou djihadiste à ses frontières, et je propose d'exercer un droit de poursuite sur les territoires voisins utilisés comme refuge par les terroristes. A ce titre, je propose également à nos frères libyens de ne pas tomber dans le piège des Occidentaux.

Pour revenir à la Syrie, elle connaît aussi des événements dramatiques. Qu'en pensez-vous ?

El Qosseir vient d'être libérée par les forces loyalistes après deux ans d'occupation par les terroristes. C'est une grande victoire de l'armée syrienne. Je rends hommage à son président Bachar Al Assad. Tous ces événements criminels ont été programmés sous l'instigation des Israéliens pour couper les ponts à Hezbollah et je saisis cette occasion pour rendre hommage également au moudjahed Nasrallah.

Que pensez-vous donc de l'avenir de la Syrie ?

La Syrie vaincra ces manœuvres machiavéliques. Et mon pays aura alors le devoir d'aider au maximum le peuple frère syrien et à leur tête Bachar Al Assad, pour la reconstruction du pays dans tous les domaines.

Il y a eu des positions ambiguës à la Ligue arabe, que se passe-t-il ?

La Ligue arabe est une monstruosité inventée et mise en place par l'Angleterre. Il n'y a rien à en attendre. C'est une girouette au service de l'Occident que les Arabes jetteront aux oubliettes dès la victoire de la Syrie.

Dans cet échiquier de politique internationale, quelle est donc la position de l'Algérie ?

Pour l'Algérie, les choses sont claires. Notre pays demeure vigilant face aux événements du monde. Il applique avec constance le droit international et respecte la souveraineté des peuples et des nations et n'accepte pas d'ingérence dans ses affaires.

N'y a-t-il pas à craindre une dérive politique avec l'absence du Président Bouteflika ?

Pour la politique du pays, la position de l'Algérie est juste, stable et solide, il n'y a aucune crainte de dérive. Le Président Bouteflika, quant à lui, est bien malade, je lui souhaite un prompt rétablissement.

Il est pour le moment effectivement absent, mais si cette absence venait à se prolonger ou en cas d'événement imprévu au cours du mandat, la Constitution prévoit les procédures de vacance de pouvoir. Le Conseil constitutionnel prendra les mesures nécessaires prévues à cet effet.

Avez-vous une idée sur les candidats potentiels aux futures présidentielles ?

Le premier à citer et que je soutiendrai est mon compagnon Liamine Zeroual, ensuite il y a Benflis, Hamrouche, Benbitour, Mustapha Chérif, Yahia Boumezrag et peut-être d'autres encore.

Ahmed Bencherif, membre du Conseil national de la Révolution algérienne